



---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur l'Examen périodique universel**  
**Vingt-huitième session**  
6-17 novembre 2017

## **Résumé des communications des parties prenantes<sup>1</sup> concernant Sri Lanka\*<sup>2</sup>**

### **Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme**

#### **I. Cadre général**

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, en tenant compte de la périodicité de l'Examen périodique universel (EPU). Il s'agit d'un résumé de 49 communications<sup>3</sup> de parties prenantes à l'EPU, présenté sous une forme résumée en raison des limites fixées à la longueur des documents.

#### **II. Renseignements reçus des parties prenantes**

##### **A. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes et organes internationaux de protection des droits de l'homme<sup>4</sup>**

2. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 recommandent à Sri Lanka d'appliquer la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>5</sup>.

##### **B. Cadre national des droits de l'homme<sup>6</sup>**

3. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 9, les points saillants du 19<sup>e</sup> amendement à la Constitution comprennent : la suppression de l'immunité du Président pour les actes officiels, la réduction des pouvoirs du Président au Parlement, le rétablissement des limites au mandat du Président, la suppression du pouvoir de nomination exclusif du Président à des institutions indépendantes clés et l'amélioration de la transparence du processus législatif<sup>7</sup>.

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.



4. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 recommandent à Sri Lanka de renforcer les institutions des droits de l'homme, telles que la Commission nationale des droits de l'homme, et d'assurer leur indépendance<sup>8</sup>.

## **C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable**

### **1. Questions recoupant plusieurs domaines**

#### *Égalité et non-discrimination*<sup>9</sup>

5. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent que, malgré les obligations et engagements internationaux découlant de traités, plusieurs lois et dispositions constitutionnelles sri-lankaises contiennent des dispositions discriminatoires à l'égard des femmes<sup>10</sup>.

6. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 expriment leur préoccupation face à certaines lois, notamment les articles du Code pénal qui sont discriminatoires à raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre<sup>11</sup>. Les auteurs soulignent que des lois comme les ordonnances relatives au vagabondage et aux maisons de passe, de même que certains articles du Code pénal, entraînent la marginalisation et la discrimination de la communauté LGBTIQ et des travailleurs du sexe, sans distinction, en érigeant ces modes de vie en infraction et en permettant aux personnes occupant des postes d'autorité comme les agents de police de détenir et de torturer les membres de ces communautés, ainsi que de les soumettre à une discrimination verbale et physique<sup>12</sup>.

7. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 recommandent qu'un cadre de réforme juridique soit mis en œuvre pour prévenir et éliminer activement la discrimination contre les personnes LGBTI, en particulier dans le contexte de l'éducation, du logement, de l'emploi, de l'hébergement et de l'accès aux soins de santé<sup>13</sup>. Human Rights Watch (HRW) exprime des préoccupations analogues<sup>14</sup>.

#### *Développement, environnement et affaires et droits de l'homme*<sup>15</sup>

8. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 notent que les travaux de construction du projet de ville portuaire ajoutent au niveau déjà inacceptable de pollution et accélèrent la destruction de l'environnement marin et côtier, tout en compromettant la santé des communautés touchées<sup>16</sup>.

#### *Droits de l'homme et lutte antiterroriste*<sup>17</sup>

9. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 notent que la loi sur la prévention du terrorisme a contribué à faciliter l'arrestation et la détention arbitraires et illégales, la détention prolongée sans jugement et le recours à la torture<sup>18</sup>. En outre, malgré toutes les assurances données concernant la libération des prisonniers politiques languissant en prison depuis longtemps, le Gouvernement s'est montré peu soucieux de leur libération et de leur bien-être<sup>19</sup>.

10. Le Congrès tamoul canadien recommande au Gouvernement de libérer tous les prisonniers politiques détenus actuellement en vertu de la loi sur la prévention du terrorisme et de décréter un moratoire sur le recours à cette loi pour justifier de nouvelles arrestations, jusqu'à la promulgation d'une loi de remplacement. Cette loi devra contenir des garanties contre les arrestations arbitraires et les actes de torture ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que des dispositions concernant l'octroi du droit à un avocat parlant la langue de l'accusé dès le début de la privation de liberté<sup>20</sup>.

11. La Commission internationale de juristes (CIJ) souligne que le projet de cadre politique et juridique de la loi antiterroriste proposée par Sri Lanka, élaboré par le Gouvernement en remplacement de la loi sur la prévention du terrorisme, risque de causer plus de problèmes que la loi initiale du point de vue de l'état de droit et des droits de l'homme, car elle est tout aussi incompatible avec les meilleures pratiques internationales<sup>21</sup>.

## 2. Droits civils et politiques

*Droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne*<sup>22</sup>

12. La Commission des droits de l'homme de Sri Lanka recommande à l'État d'abolir la peine de mort<sup>23</sup>.

13. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 recommandent également à Sri Lanka d'instaurer immédiatement un moratoire officiel sur la peine de mort, en attendant son abolition complète, et de la remplacer par des peines justes et proportionnelles, dans le respect des normes internationales relatives aux droits de l'homme<sup>24</sup>.

14. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent que les décès en détention font l'objet d'une enquête en vertu du Code de procédure pénale (chap. 33), mais que certains éléments de ce chapitre sur les enquêtes sur les décès soudains sont insuffisants dans le cas d'enquêtes sur les décès en détention. La police continue de jouir de l'impunité dans les cas de décès en détention signalés, dus à un usage excessif de la force par des policiers, qui se sont produits entre 2011 et 2015<sup>25</sup>.

15. Human Rights Watch souligne que Sri Lanka a de lourds antécédents d'actes de torture et de mauvais traitements imputables à la police et aux forces armées, facilités par une législation draconienne appliquée en temps de guerre<sup>26</sup>. Freedom of Torture (FFT) note également que l'armée, la police et les services de renseignement de Sri Lanka continuent de pratiquer la torture dans un réseau de centres dispersés dans tout le pays, notamment des centres de détention non officiels<sup>27</sup>. De même, la Société pour les peuples menacés (SPM) note que la torture et les mauvais traitements auxquels sont soumis les détenus, les arrestations et les détentions arbitraires, la surveillance et le harcèlement de la société civile et des journalistes sont encore monnaie courante à Sri Lanka<sup>28</sup>.

16. La Commission des droits de l'homme de Sri Lanka observe des violations généralisées en détention, y compris la torture<sup>29</sup>. À cet égard, la Commission recommande au Gouvernement d'adresser un message ferme et clair aux forces de l'ordre pour les informer de sa politique de tolérance zéro en matière de torture, de mettre en place une unité indépendante chargée d'enquêter sur les plaintes de torture à l'encontre de la police et d'engager des poursuites en temps opportun pour mettre fin à l'impunité<sup>30</sup>.

17. Le Centre tamoul pour les droits de l'homme s'inquiète du fait que le Gouvernement a systématiquement refusé d'enquêter sur les agents de la sécurité et les groupes paramilitaires, en dépit de l'existence de preuves solides de torture et d'autres violations<sup>31</sup>.

18. Le Centre for War Victims and Human Rights recommande au Gouvernement de créer un mécanisme de contrôle civil conforme aux normes internationales et doté de pouvoirs d'enquête et de prévention de la torture, en particulier en ce qui concerne les personnes placées en détention par l'unité des enquêtes pénales, les organismes de police et les organes militaires<sup>32</sup>.

19. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent avec préoccupation la surpopulation carcérale à Sri Lanka, ainsi que les informations donnant à penser que la torture pratiquée tant par les responsables pénitentiaires que par les détenus est généralisée<sup>33</sup>. De même, les auteurs de la communication conjointe n° 16 soulignent que la surpopulation carcérale dans les principaux établissements pénitentiaires est causée par le refus de libération sous caution, l'incapacité de verser une caution ou de respecter les conditions de libération sous caution, l'incapacité à payer les amendes pour de petits délits et les retards dans les procès et les appels<sup>34</sup>.

20. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 s'inquiètent également des conditions de détention et d'incarcération, notamment la surpopulation, les violences courantes comme les agressions sexuelles à l'encontre de détenus par les gardiens de prison et les autorités pénitentiaires ainsi que par d'autres codétenus, le manque de services de base, notamment en ce qui concerne l'hygiène, la nutrition et les loisirs, ainsi que l'incapacité à fournir un traitement médical approprié et opportun<sup>35</sup>.

21. Le Centre tamoul pour les droits de l'homme indique que, d'après les statistiques, plus de 200 personnes sont emprisonnées pour des raisons politiques<sup>36</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 relèvent également que plusieurs incidents de menace, de harcèlement et d'agressions physiques contre des journalistes ont été signalés<sup>37</sup>. À cet égard, le Congrès tamoul canadien recommande au Gouvernement de veiller à ce que toutes les forces de sécurité mettent fin à la surveillance, au harcèlement et aux représailles contre la communauté tamoule et les défenseurs des droits de l'homme<sup>38</sup>.

22. La Commission des droits de l'homme de Sri Lanka recommande également au Gouvernement de veiller à ce que la société civile et les défenseurs des droits de l'homme soient libres d'exercer leurs activités sans aucune surveillance, intimidation ou harcèlement, en particulier par les acteurs de la sécurité de l'État et les forces de l'ordre<sup>39</sup>.

*Administration de la justice, y compris l'impunité et l'état de droit*<sup>40</sup>

23. Together Against Genocide (TAG) signale que la magistrature ne possède pas l'indépendance et la compétence judiciaires voulues et ne respecte pas les normes internationales de protection des libertés et droits fondamentaux<sup>41</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 9, rappelant la destitution de l'ancien Président de la Cour suprême par le Parlement et l'exécutif, estiment qu'il s'agit de l'une des principales sources de préoccupation en ce qui concerne l'indépendance de la magistrature à Sri Lanka<sup>42</sup>. TAG note également que la magistrature commet souvent des erreurs en appliquant à la lettre des principes juridiques hérités de la common law romano-hollandaise et de la common law anglaise<sup>43</sup>.

24. Le CWVHR déclare que le temps pendant lequel des prisonniers politiques languissent en prison sans inculpation ni jugement, les meurtres extrajudiciaires de journalistes, ainsi que l'arbitraire et l'absence de poursuites à l'égard des politiciens impliqués dans des affaires de corruption sont autant d'exemples de l'échec de Sri Lanka à respecter la légalité, l'état de droit et la justice<sup>44</sup>. De même, les auteurs de la communication conjointe n° 19 soulignent que les institutions de Sri Lanka n'ont pas la volonté politique de faire triompher la vérité et la justice dans le pays<sup>45</sup>.

25. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 se disent profondément préoccupés par le grand nombre d'assassinats et de disparitions de journalistes et de représentants des médias, et d'agressions et de menaces à leur encontre, qui sont commis dans un climat général d'impunité<sup>46</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 constatent également avec préoccupation que des attaques contre des journalistes continuent d'être perpétrées en toute impunité<sup>47</sup>.

26. L'association Front Line Defenders (FLD) déclare que le problème de l'impunité est particulièrement préoccupant et que le Gouvernement actuel ne l'a pas totalement réglé<sup>48</sup>. L'association Sri Lanka Brief (SLB) note qu'aucun progrès concret n'a été constaté dans les enquêtes sur les attaques menées contre des journalistes et des représentants des médias, y compris les assassinats et les disparitions de journalistes<sup>49</sup>. Action contre la faim (ACF) souligne également que l'impunité prévaut encore pour les auteurs du massacre de Muttur<sup>50</sup> et que, depuis le dernier Examen périodique universel, aucun progrès significatif n'a été réalisé pour ce qui est d'établir la responsabilité des auteurs de ce massacre<sup>51</sup>.

27. En ce qui concerne le processus de justice transitionnelle à Sri Lanka, les auteurs de la communication conjointe n° 9 indiquent que, malgré la résolution 30/1 du Conseil des droits de l'homme, soulignant l'importance de la participation étrangère dans un futur mécanisme judiciaire, les fonctionnaires de l'État qui, au départ, avaient adhéré au projet de création d'un dispositif judiciaire hybride, ont par la suite fait machine arrière. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent également que le Gouvernement préconise dorénavant l'exclusion complète des juges étrangers et la restriction de la participation étrangère<sup>52</sup>.

28. Le CWVHR indique que Sri Lanka se place au deuxième rang mondial en ce qui concerne le nombre de disparitions forcées<sup>53</sup>. À cet égard, les auteurs de la communication conjointe n° 9 soulignent que le recours généralisé à la disparition forcée, l'absence de responsabilité judiciaire et d'efforts décisifs et soutenus pour établir la vérité, l'absence de programme global de réparation et de soutien social, psychologique et économique pour les

victimes ont laissé des plaies profondes dans la société et ont engendré un fort sentiment de méfiance chez les victimes<sup>54</sup>.

29. Tout en notant que le Bureau des personnes disparues n'existe actuellement que de manière symbolique<sup>55</sup>, Tournier La Page recommande à Sri Lanka de faire un effort énergique et concerté pour mettre fin aux enlèvements et aux disparitions forcées, veiller à ce que les auteurs soient traduits en justice et favoriser un climat exempt de peur et propice au débat public<sup>56</sup>. De même, la Commission internationale de juristes s'inquiète de l'impunité dont jouissent les auteurs de disparitions forcées<sup>57</sup>.

30. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent également que le processus de création de la Commission de la vérité et du Bureau des réparations a considérablement ralenti, en insistant sur le fait qu'aucun calendrier n'a été établi pour la création du Bureau des réparations et qu'il n'est fait aucunement mention d'un ensemble complet de réparations et de politiques. Ils soulignent également que, malgré la promulgation d'une loi sur la protection des victimes et des témoins en mars 2015, des vices rédhibitoires dans le droit matériel et les problèmes rencontrés dans l'application de la loi ont entravé son efficacité sur tous les plans<sup>58</sup>.

31. Le Gouvernement transnational de l'Eelam tamoul (TGTE) signale que la quête de justice pour les victimes de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité a essuyé un revers, en raison de la réticence du Gouvernement à poursuivre les forces civiles et les forces de sécurité ayant commis des massacres contre des Tamouls et des viols<sup>59</sup>. De même, TAG souligne que Sri Lanka ne dispose d'aucun mécanisme efficace et approprié en matière d'enquête et de poursuites pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les actes de génocide commis contre le peuple tamoul par l'État sri-lankais<sup>60</sup>.

32. JUBILEE recommande que Sri Lanka continue de recevoir une aide internationale pour enquêter sur les crimes de guerre et que les forces de sécurité soient encouragées à suivre une formation aux droits de l'homme, portant notamment sur la réconciliation après la guerre et le traitement humain<sup>61</sup>.

33. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 constatent que les dispositions relatives à la protection des victimes sont inadéquates, qu'aucun service spécialisé n'est offert aux victimes et que, de surcroît, les enfants victimes sont placés au milieu des criminels dans les institutions de l'État<sup>62</sup>.

34. L'International Truth and Justice Project (ITJP) recommande à Sri Lanka de lancer une enquête indépendante crédible, de concert avec des enquêteurs internationaux, dont le but sera d'aider le Gouvernement à enquêter sur les crimes passés et actuels du système et de fournir l'appui technique nécessaire à la mise en place d'un nouveau service indépendant chargé d'enquêter systématiquement sur les auteurs présumés au sein des forces de sécurité, de vérifier leurs antécédents et de les passer au crible<sup>63</sup>.

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 déclarent que le recrutement international de juges, de procureurs, d'avocats de la défense, d'experts légistes et d'experts en protection des victimes et des témoins sera de la plus haute importance pour maintenir la crédibilité, l'indépendance et l'efficacité du processus de justice transitionnelle<sup>64</sup>. Ils recommandent à Sri Lanka de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale afin qu'à l'avenir la répétition d'atrocités similaires puisse être réduite au minimum et que la population tamoule puisse être protégée<sup>65</sup>.

#### *Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique*<sup>66</sup>

36. ADF International souligne la nécessité pour Sri Lanka d'évaluer et de respecter son attachement à la liberté de religion<sup>67</sup>. L'organisation recommande que Sri Lanka reconnaisse et respecte le droit à la liberté de religion ou de conviction de tous les citoyens et résidents et évite de privilégier la foi bouddhiste au point de violer les droits et les libertés fondamentales des chrétiens, des musulmans, des hindous et autres minorités religieuses et ethniques<sup>68</sup>. STPI note en outre que les minorités ethniques et religieuses continuent de faire l'objet de discrimination à Sri Lanka<sup>69</sup>.

37. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 soulignent qu'à Sri Lanka la communauté chrétienne évangélique représente une minorité au sein d'une minorité, et qu'elle est confrontée par le fait même à une multitude de violations, notamment des attaques violentes en violation de leur droit à la liberté de religion ou de conviction<sup>70</sup>.

38. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent que les minorités ethniques, religieuses et ethnoreligieuses continuent de faire face à la violence<sup>71</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent également une augmentation des attaques et des discours inspirés par la haine contre les minorités religieuses de la part de groupes bouddhistes de droite<sup>72</sup>. Le Centre tamoul des droits de l'homme indique également que, récemment, un groupe extrémiste bouddhiste connu sous le nom de Bodu Bala Sena – BBS (Force bouddhiste) a mené des campagnes violentes contre des chrétiens, des musulmans et des saivites (hindous)<sup>73</sup>.

39. La European Association of Jehovah's Christian Witnesses déclare que, malgré les progrès réalisés en matière de liberté religieuse, elle demeure préoccupée par la réponse inadéquate de la police et des procureurs dans les affaires d'agression et de vandalisme à motivation religieuse<sup>74</sup>.

40. Christian Society Worldwide (CSW) recommande que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires pour mettre en œuvre intégralement les obligations qui lui incombent en vertu du droit international concernant la liberté de religion ou de conviction<sup>75</sup>.

41. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent que, depuis janvier 2015, la situation s'est améliorée en ce qui concerne la liberté d'expression et la liberté des médias. Cependant, malgré les mesures décisives adoptées par le Gouvernement pour faciliter l'expression des opinions divergentes, des attaques contre des journalistes continuent d'être commises en toute impunité<sup>76</sup>.

42. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent qu'une vague d'arrestations et d'actes d'intimidation de journalistes tamouls caractérise l'état encore sombre de la liberté de la presse à Sri Lanka. On peut donc considérer, avec préoccupation, que les autorités sri-lankaises pourraient rétablir les anciennes pratiques gouvernementales visant à intimider les journalistes tamouls<sup>77</sup>.

43. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 soulignent qu'il subsiste des défis comme les violations du droit de manifester pacifiquement, la recrudescence de la culture de la peur et de l'intimidation, l'extrême surveillance de la société civile et les restrictions à la syndicalisation<sup>78</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 sont également préoccupés par les restrictions actuellement imposées à la liberté de réunion pacifique<sup>79</sup>.

44. FLD note que la liberté d'expression et de réunion est toujours compromise dans les régions tamoules, en particulier dans les territoires occupés par l'armée qui ont été touchés par la guerre civile, une situation qui entrave le travail des défenseurs des droits de l'homme s'intéressant aux disparitions forcées, à la torture et aux droits fonciers<sup>80</sup>. L'organisation souligne également que la liberté de la presse reste fragile, car les journalistes éprouvent toujours de la difficulté à couvrir certains sujets et font l'objet de harcèlement et d'intimidation<sup>81</sup>.

45. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 notent que les organisations de lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (LGBTI) actives à Sri Lanka doivent composer avec des retards bureaucratiques délibérément restrictifs dans le but d'entraver leurs activités. Ils notent en particulier qu'une ONG, « Equal Ground », a été victime de harcèlement répété pour avoir organisé des événements de promotion des droits des personnes LGBTI à Sri Lanka, ayant notamment eu à subir des retards injustifiés pour l'obtention de l'autorisation nécessaire à la coordination des activités<sup>82</sup>.

*Interdiction de l'esclavage sous toutes ses formes*<sup>83</sup>

46. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 notent que plus de 50 000 femmes travaillent dans l'industrie du sexe à Sri Lanka, mais que les statistiques ne tiennent pas compte des nombreuses travailleuses du sexe non recensées en raison de leur statut au regard du droit pénal. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 soulignent

également qu'au lendemain du conflit, les femmes des régions touchées, en particulier dans le nord, ont été forcées de se prostituer pour subvenir aux besoins de leur famille<sup>84</sup>.

*Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille*<sup>85</sup>

47. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 notent que les articles 365 et 365A du Code pénal érigent en infraction les relations sexuelles entre des individus du même sexe, qualifiant les relations homosexuelles d'« infraction contre nature » assortie d'une peine pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement<sup>86</sup>.

### 3. Droits économiques, sociaux et culturels

*Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables*<sup>87</sup>

48. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent que les travailleurs du secteur informel représentent 68 % de la population active, dont la majorité, constituée de femmes, vit en dessous du seuil de pauvreté international<sup>88</sup>.

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 soulignent que la division du travail selon le sexe dans le secteur des plantations montre bien la discrimination et l'exploitation dont sont victimes les travailleuses qui, contrairement aux hommes, sont confrontées à des obstacles évidents qui les empêchent de s'émanciper du travail manuel de base et d'accéder à des fonctions de direction et d'encadrement<sup>89</sup>.

50. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 soulignent que les personnes LGBTIQ rejetées de leur foyer font l'objet de discrimination sur le lieu de travail et éprouvent de la difficulté à trouver un emploi<sup>90</sup>.

51. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 notent que les rapatriés ont de la difficulté à trouver un emploi tant dans le secteur privé que dans le secteur public<sup>91</sup>.

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 expriment également leur préoccupation au sujet du projet Port City, qui risque fortement de priver de travail les communautés de pêcheurs. Ils notent également que 30 000 pêcheurs seraient directement touchés dans la seule ville de Negombo<sup>92</sup>. En outre, ils signalent que l'extraction de sable pour l'exécution de ce projet aura d'importantes répercussions sur l'industrie de la pêche côtière<sup>93</sup>.

*Droit à un niveau de vie suffisant*<sup>94</sup>

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 citent une étude nationale effectuée en 2017 indiquant que 5,2 millions de personnes – près de 25 % de la population – sont actuellement sous-alimentées, qu'en 2015, 18 % des femmes enceintes ne pouvaient compter sur un régime alimentaire approprié à leur état et qu'un quart des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent d'insuffisance pondérale<sup>95</sup>.

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 notent que près de 60 % des travailleurs du secteur des plantations vivent dans des baraquements dont la plupart sont exigus et vétustes et engendrent un sentiment de honte. Les ménages ont par conséquent un accès limité aux installations sanitaires et à l'eau potable<sup>96</sup>.

55. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 soulignent que Sri Lanka n'a pas garanti le droit à la terre et au logement, créant ainsi des problèmes de subsistance pour la population<sup>97</sup>. Plus précisément, l'Association Bharathi – Centre culturel franco-tamoul (Association Bharathi CCFT) recommande au Gouvernement de fournir aux Tamouls des régions du nord et de l'est un accès à leurs terres résidentielles et agricoles pour qu'ils puissent s'engager dans des activités économiques et de subsistance<sup>98</sup>.

*Droit à la santé*<sup>99</sup>

56. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent que le système de santé public « gratuit », qui ne dessert que 60 % de la population, ne répond pas aux besoins de santé de tous les citoyens, et que près de 96 % des dépenses liées aux soins de santé privés sont à la charge des patients<sup>100</sup>.

57. L'Association Bharathi CCFT recommande que Sri Lanka poursuive et intensifie ses programmes d'assistance psychosociale aux victimes du conflit, en fonction de leurs besoins<sup>101</sup>.

58. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 indiquent que, selon les estimations, 1 000 avortements par jour sont pratiqués illégalement à Sri Lanka<sup>102</sup>. Ils se disent aussi préoccupés par l'absence de discussion approfondie, fondée sur les droits, en matière de santé sexuelle et procréative, y compris, mais sans s'y limiter, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, les stades de reproduction, les méthodes contraceptives, les services liés à la santé sexuelle et procréative et les relations d'un point de vue tenant compte de la problématique hommes-femmes<sup>103</sup>.

#### *Droit à l'éducation*<sup>104</sup>

59. L'association Tourner la page recommande à Sri Lanka de veiller à ce que les enfants appartenant à des minorités religieuses reçoivent un enseignement religieux dispensé par des enseignants bénévoles ou dans des lieux de culte locaux, ainsi que d'instaurer dans les écoles un climat favorisant le traitement égal et équitable des enfants concernés<sup>105</sup>.

60. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 s'inquiètent du fait que des enfants appartenant à la minorité chrétienne évangélique éprouvent des difficultés et sont victimes de discrimination lorsqu'ils s'inscrivent dans une école publique, et ce malgré les dispositions de la Constitution<sup>106</sup>.

61. Plus précisément, les auteurs de la communication conjointe n° 6 recommandent au Gouvernement de prendre des mesures immédiates pour que des ressources suffisantes soient consacrées à l'amélioration de la qualité des services éducatifs et sanitaires dans les zones de plantation, notamment par la création d'instituts d'enseignement supérieur pour la communauté Malayala Tamilar<sup>107</sup>.

62. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 7, même les installations minimales requises pour le concept d'éducation inclusive reconnu dans le monde entier ne sont pas disponibles dans le système scolaire sri-lankais<sup>108</sup>.

## **4. Droits des personnes ou groupes spécifiques**

### *Femmes*<sup>109</sup>

63. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 notent que la domination masculine, c'est-à-dire le contrôle de la sexualité féminine et la perception des femmes comme propriété de l'homme, se reflète non seulement dans la violence domestique, mais aussi dans d'autres formes de violence sexiste, comme le viol, le harcèlement sexuel et l'inceste<sup>110</sup>.

64. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que les femmes handicapées sont victimes de harcèlement sexuel et d'exploitation sexuelle au sein de la famille et de la communauté, dans les lieux de travail et dans la société en général, dont la gravité est telle que les incidents restent cachés ou dissimulés<sup>111</sup>.

65. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 notent que certaines femmes de l'Eelam tamoul ont été soumises à toutes sortes de sévices sexuels dans le cadre de la campagne systématique d'extermination contre leur nation menée par l'État sri-lankais<sup>112</sup>. Les auteurs notent également que certaines femmes de l'Eelam tamoul ayant déjà donné naissance à leur premier ou leur deuxième enfant ont été forcées de subir une intervention chirurgicale de stérilisation permanente<sup>113</sup>.

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 constatent également que l'État ne prend pas les mesures voulues pour traduire en justice les militaires, les policiers et les fonctionnaires coupables de crimes contre des femmes, y compris pendant le conflit armé, et ceux qui ont exploité sexuellement des femmes sollicitant des services de l'État<sup>114</sup>.



67. TCHR affirme que, dans le cadre du nettoyage ethnique, les soldats ont continué à commettre des agressions contre les femmes tamoules, à les violer et à les harceler en toute impunité<sup>115</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 constatent une augmentation significative de la violence à l'égard des femmes et des enfants dans les zones touchées par la guerre dans le nord et l'est du pays<sup>116</sup>. À cet égard, les auteurs de la communication conjointe n° 5 s'inquiètent du fait que le mécanisme visant à lutter contre la violence sexiste, y compris la violence sexuelle et la violence domestique, et à assurer l'accès à la justice, est inadéquat et permet l'impunité<sup>117</sup>.

68. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 sont préoccupés par le fait que la poursuite de la militarisation dans les régions du nord et de l'est et la tendance persistante à l'impunité ont créé un cadre propice à la violence sexuelle et sexiste, ainsi qu'à des violations répétées des droits de l'homme contre des femmes déjà vulnérables appartenant à des minorités<sup>118</sup>. Les auteurs relèvent également que des actes de violence à l'égard des femmes sont commis non seulement par des agents de l'État à tous les niveaux, mais aussi au sein des communautés tamoules et musulmanes<sup>119</sup>. De même, PEARL note que des hommes comme des femmes ont été victimes d'actes de violence sexuelle de la part des forces de sécurité<sup>120</sup>.

69. L'Association Bharathi CCFT recommande à Sri Lanka de rédiger un projet de loi visant à éliminer la violence à l'égard des femmes<sup>121</sup>.

#### *Enfants*<sup>122</sup>

70. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 recommandent à Sri Lanka de veiller, en réexaminant toutes les lois, à supprimer toute ambiguïté juridique entourant la définition de l'enfant pour permettre la plénitude des droits et une protection à tous les enfants – garçons et filles sans discrimination – âgés de moins de 18 ans<sup>123</sup>.

71. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 notent qu'il n'y a pas d'âge minimum du mariage pour les musulmans et que la Muslim Marriage and Divorce Act (loi sur le mariage et le divorce des musulmans) permet à un tuteur de sexe masculin d'autoriser le mariage d'une femme, une prérogative qui se traduit par le mariage forcé des filles dès l'âge de 14 ans<sup>124</sup>.

72. L'Initiative mondiale pour l'élimination de tous les châtiments corporels infligés aux enfants (GIEACPC) recommande à Sri Lanka d'interdire tous les châtiments corporels infligés aux enfants dans tous les contextes, y compris à la maison, et d'abroger tous les moyens juridiques de défense<sup>125</sup>.

73. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 soulignent un autre problème majeur, qui concerne le travail des enfants, dont près de 100 000 travaillent à Sri Lanka<sup>126</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 constatent également avec inquiétude qu'aucune loi ne régit l'emploi dans un autre ménage, rendant ainsi des enfants âgés de 14 à 18 ans employés comme domestiques vulnérables à l'exploitation<sup>127</sup>.

74. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 notent que les articles 365 et 365A du Code pénal interdisant les relations homosexuelles, décrites comme « un attentat à la pudeur », peuvent mettre les enfants en danger, car ces articles ne les exonèrent pas explicitement d'une responsabilité pénale, d'où le fait qu'un enfant peut être traité comme un délinquant et non pas comme une victime dans des situations d'exploitation<sup>128</sup>.

#### *Personnes handicapées*<sup>129</sup>

75. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent que le terme « handicapé » n'est pas mentionné à l'article 12 2) de la Constitution, et que les personnes handicapées rencontrent d'énormes difficultés pour accéder à la justice et à l'information, obtenir un emploi et exercer leur droit de vote<sup>130</sup>.

76. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent qu'en dépit des déclarations politiques, les personnes souffrant d'un handicap intellectuel et les personnes gravement handicapées sont fréquemment privées de la jouissance de leurs droits les plus fondamentaux et exclues de toute participation à la société<sup>131</sup>.

77. Les auteurs soulignent également que le manque de possibilités pour les personnes handicapées d'accéder à l'information et à la communication porte atteinte à leur liberté d'expression et à leur droit à l'information<sup>132</sup>.

78. En outre, les auteurs constatent que, lorsqu'elles postulent à un poste vacant, les personnes handicapées ne sont pas recrutées. En fait, elles sont privées de toute possibilité d'emploi même si un quota de 3 % leur est attribué lors du recrutement pour des emplois dans la fonction publique<sup>133</sup>.

79. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent que les enfants et les jeunes handicapés sont victimes de discrimination dans l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle<sup>134</sup>.

80. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent également que l'accès aux services de santé est difficile pour les personnes handicapées, en raison du manque d'accessibilité physique et de la non-disponibilité des informations, ainsi que de l'absence de services de communication audiovisuelle et du manque d'interprètes en langue des signes, même dans les principaux hôpitaux d'État<sup>135</sup>.

#### *Minorités et peuples autochtones*<sup>136</sup>

81. L'association Le Pont note que les Tamouls de Sri Lanka qui ont souffert et continuent de souffrir sous les gouvernements successifs de la majorité singhalaise ont été privés de leur droit de déterminer librement leur statut politique en raison de la loi antidémocratique adoptée en 1983 en tant que sixième amendement à la Constitution<sup>137</sup>.

82. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 notent qu'en détruisant les identités culturelles tamoules, l'État sri-lankais cherche en même temps à effacer l'identité nationale tamoule<sup>138</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 s'inquiètent du fait que les minorités de langue tamoule n'ont pas accès aux services publics sur une base juste et équitable<sup>139</sup>. De même, les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent que le manque de personnel parlant le tamoul dans les institutions gouvernementales cause de nombreuses difficultés à cette minorité et constitue une violation de leurs droits linguistiques<sup>140</sup>.

83. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 sont préoccupés par le fait que, dans les régions du nord et de l'est majoritairement tamoules, de nombreux postes de police ne sont pas en mesure de recevoir les plaintes en tamoul, étant donné que le personnel est strictement singhalophone<sup>141</sup>. Les auteurs notent également que les policiers sont souvent réticents à prendre les mesures voulues contre les personnes qui violent les libertés des groupes religieux minoritaires, en raison de l'influence et des pressions indues exercées par les moines bouddhistes locaux, les responsables gouvernementaux et les politiciens<sup>142</sup>.

84. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent que Sri Lanka n'a pas de législation ou de mécanisme spécial pour protéger le droit des « Veddhas ». Les règlements sur la conservation leur interdisent la chasse, érigeant en infraction pénale leurs moyens de subsistance<sup>143</sup>.

85. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 notent que la communauté Malayala Tamilar est l'une des communautés qui souffrent le plus de discrimination à Sri Lanka, mais ses problèmes n'ont pas été soulevés et n'ont pas reçu l'attention voulue dans les discours nationaux ou internationaux sur les droits de l'homme<sup>144</sup>.

#### *Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile et personnes déplacées dans leur propre pays*<sup>145</sup>

86. Human Rights Watch souligne que plus d'un million de Sri-Lankais travaillent à l'étranger, principalement au Moyen-Orient, et que beaucoup restent exposés à des mauvais traitements à tous les stades du processus migratoire, du recrutement et du transit à l'emploi, au rapatriement et à la réintégration<sup>146</sup>. À cet égard, les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent que les travailleurs migrants sri-lankais au Moyen-Orient, en particulier les travailleurs domestiques, sont très vulnérables aux abus et à de graves erreurs judiciaires<sup>147</sup>.

87. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 notent que de nombreux rapatriés ne possèdent plus les documents juridiques aussi essentiels que les certificats de naissance, de mariage et de décès, les cartes d'identité nationales et les documents fonciers, les ayant égarés lors d'un déplacement dans une situation d'urgence<sup>148</sup>.

88. Les auteurs notent que les rapatriés qui se sont vu refuser l'asile dans d'autres pays ou qui y sont retournés en vertu d'accords bilatéraux font l'objet d'une surveillance accrue pour des raisons de sécurité, de harcèlement et de détention<sup>149</sup>.

89. JUBILEE indique que le logement pour les réfugiés demeure un objet de grande préoccupation à Sri Lanka<sup>150</sup>. À cet égard, les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent qu'il n'existe aucune procédure nationale de détermination du statut de réfugié. Le Gouvernement s'engage plutôt à expulser de facto les nombreux demandeurs d'asile au point d'entrée sans leur offrir la possibilité de défendre leur cause<sup>151</sup>.

90. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 notent que le traitement et les services offerts aux demandeurs d'asile et aux réfugiés dans les hôpitaux publics et les dispensaires sont inadéquats, les soins et la compassion y faisant souvent défaut<sup>152</sup>.

91. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 indiquent que des changements importants se sont produits au cours des quatre années écoulées quant au nombre de personnes déplacées. Néanmoins, il reste de sérieux obstacles, en particulier en ce qui concerne les manquements et les omissions de l'État, qui entravent la réalisation de solutions durables pour les personnes touchées par un déplacement, qui vivent actuellement dans le pays et à l'extérieur<sup>153</sup>.

92. Les auteurs notent que l'occupation des terres par l'armée reste l'un des principaux obstacles au retour des personnes déplacées<sup>154</sup>. De même, PEARL craint que l'occupation militaire des terres tamoules ne soit une source de traumatisme constant pour la population tamoule, forcée de côtoyer les mêmes soldats qui s'en sont pris à leur famille et à leur communauté et qui seraient coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité<sup>155</sup>.

93. Tamil Uzhagam considère que l'accaparement des terres a pour effet de priver les générations présentes et futures de Tamouls des moyens de subsistance nécessaires pour répondre à leurs besoins<sup>156</sup>. L'organisation s'inquiète également du fait que la pratique d'accaparement des terres, instaurée contre la volonté du peuple tamoul à des fins militaires, est un acte sanctionné par le Gouvernement pour accroître la présence singhalaise dans la patrie tamoule grâce à des programmes de réinstallation et d'autres programmes, entraînant de ce fait des changements démographiques<sup>157</sup>.

94. TGTE constate que les forces de sécurité sri-lankaises ont occupé de force un grand nombre de terres privées<sup>158</sup>. L'Association Bharathi CCFT recommande au Gouvernement de prendre des mesures immédiates pour démilitariser le nord et l'est du pays et restituer sans plus tarder à leurs propriétaires légitimes les terres occupées par les militaires depuis plus de vingt-cinq ans<sup>159</sup>.

95. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 constatent l'incapacité du Gouvernement à fournir aux villageois déplacés des maisons pour se réinstaller, bien que deux années se soient écoulées dans certains cas depuis la restitution des terres. Les auteurs constatent également que de nombreuses familles vivent toujours dans des logements temporaires au toit de tôle<sup>160</sup>.

96. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 notent que les puits situés sur des terres privées appartenant aux populations du nord sont contrôlés par l'armée et que des milliers de litres d'eau en sont tirés quotidiennement pour alimenter les camps environnants. En conséquence, la population subit des pénuries d'eau<sup>161</sup>.

97. L'association Le Pont s'inquiète du fait qu'un programme de colonisation systématique de certaines parties des régions du nord et de l'est de la patrie des Tamouls se poursuit imperceptiblement. Des peuples sans terre risquent de se perdre au milieu d'autres peuples et de disparaître<sup>162</sup>.

98. STPI recommande au Gouvernement de garantir les droits fonciers des personnes déplacées en restituant à la population toutes les zones occupées et de réinstaller, dans la mesure du possible, toutes les personnes déplacées sur leurs terres traditionnelles. Si la terre est absolument nécessaire à des fins publiques, le Gouvernement doit l'acquérir légalement, informer les propriétaires du but particulier recherché et les indemniser en conséquence<sup>163</sup>.

99. STPI indique que les femmes et les enfants sont les groupes les plus vulnérables et les plus marginalisés dans la plupart des camps de déplacés, de sorte que les membres des ménages dirigés par des femmes constituent le groupe le plus touché de tous<sup>164</sup>. STPI indique que les habitants des camps de déplacés sont quotidiennement confrontés à un certain nombre de difficultés économiques, socioculturelles et politiques<sup>165</sup>.

## 5. Territoires ou régions spécifiques<sup>166</sup>

100. L'association Tourner La Page recommande au Gouvernement de fournir aux populations du nord et de l'est du pays des mécanismes d'autonomie et de leur garantir des droits linguistiques, des droits fonciers et tous les autres droits politiques, humains et culturels<sup>167</sup>.

101. L'association Tamil Uzhagam s'inquiète du fait que la forte militarisation des régions du nord et de l'est de Sri Lanka, en plus d'empêcher les populations tamoules de se relever et de revenir à la normalité, a été directement utilisée par l'État sri-lankais comme outil d'exécution d'un programme encore plus sinistre de destruction de l'identité tamoule<sup>168</sup>.

102. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 affirment qu'un bon nombre de femmes dans le nord et l'est du pays souffrent de problèmes physiques liés à la guerre qui les empêchent d'accéder aux espaces publics, aux transports, à l'emploi et aux services<sup>169</sup>.

103. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 notent que les crimes sexuels, les meurtres, les activités violentes de bandes, la contrebande de sable et de bois et le trafic et la distribution de stupéfiants ont augmenté dans les régions du nord et de l'est de Sri Lanka<sup>170</sup>.

### Notes

<sup>1</sup> Prepared by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in accordance with paragraph 15 (c) of the annex to Human Rights Council resolution 5/1 and paragraph 5 of the annex to Council resolution 16/21.

<sup>2</sup> Please also refer to the Stakeholders' Summary on Sri Lanka from the previous cycle (A/HRC/WG.6/14/LKA/3).

<sup>3</sup> The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org).

#### *Civil society*

##### *Individual submissions:*

ADF	Action Contre La Faim, Paris (France);
ADF International	ADF International, Geneva (Switzerland);
Association Bharathi CCFT	Association Bharathi Centre Culturel Franco Tamoule, Maurepas (France);
CSW	Christian Solidarity Worldwide, New Malden (United Kingdom);
CTC	Canadian Tamil Progress, Toronto (Canada);
CWVHR	Centre for War Victims and Human Rights, Callowhill, PA (United States of America);
EAJCW	the European Association of Jehovah's Christian Witness, Kraainem (Belgium);
FFT	Freedom from Torture, London (United Kingdom);
FLD	Front Line Defenders, Dublin (Ireland);
GIEACPC	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London (United Kingdom);
HRW	Human Rights Watch, New York City, NY (United States of America);
ICJ	International Commission of Jurists, Geneva (Switzerland);

ITJP	International Truth and Justice Project, Johannesburg (South Africa);
JUBILEE	JUBILEE, Fairfax, VA (United States of America);
Le Pont	Association LE PONT, Maurepas (France);
PEARL	People for Equality and Relief in Lanka, Washington, DC (United States of America);
SLB	Sri Lanka BRIEF news, views and analysis of human rights & democratic governance in Sri Lanka, Geneva (Switzerland);
STPI	Society for Threatened Peoples International, Ostermundigen (Switzerland);
TAG	Together Against Genocide, Middlesex (United Kingdom);
Tamil Uzhagam	Association Tamil Uzhagam, Maurepas (France);
TCHR	Tamil Centre for Human Rights, Garges les Gonesse (France);
TGTE	Transnational Government of Tamil Eelam, New York City, NY (United States of America);
Tourner La Page	Association Tourner La Page, Maurepas (France).
<i>Joint submissions:</i>	
JS1	<b>Joint submission 1 submitted by:</b> Women's Action Network: Mannar Women's Development Federation, Mannar (Sri Lanka); Muslim Women Development Trust, Puttalam (Sri Lanka); Sangami, Mullaitheevu (Sri Lanka); Vallamai, Jaffna (Sri Lanka); Affected Women's Forum, Ampara (Sri Lanka); Third Eye, Batticaloa (Sri Lanka); Social Economical and Educational Developers, Vavunia (Sri Lanka); Mahashakthi, Killinochchi (Sri Lanka);
JS2	<b>Joint submission 2 submitted by:</b> Protecting Environment and Children Everywhere, Kuhawala (Sri Lanka); ECPAT International, Bangkok (Thailand);
JS3	<b>Joint submission 3 submitted by:</b> EQUAL GROUND, Colombo (Sri Lanka); Kaleidoscope Australia, Clayton (Australia);
JS4	<b>Joint submission 4 submitted by:</b> EQUAL GROUND, Colombo (Sri Lanka); the Center for International Human Rights of Northwestern Pritzker School of Law, Chicago, IL (United States of America); Global Initiatives for Human Rights of Heartland Alliance for Human Needs & Human Rights, Chicago, IL (United States of America);
JS5	<b>Joint submission 5 submitted by:</b> NAFSO, Negombo (Sri Lanka); MONLAR, Rajagiriya (Sri Lanka); Law and Society Trust, Colombo (Sri Lanka); INFORM, Colombo (Sri Lanka); CHRD, Colombo (Sri Lanka); Batticaloa, Mannar (Sri Lanka); Justice for All, Colombo (Sri Lanka); Savistree, Bathharamulla (Sri Lanka); Sri Vimukhti Fisher Women Organization, Negombo (Sri Lanka); DIFSO Akkaraipaththu, Ampara (Sri Lanka); RDS, Poththuvil (Sri Lanka); Valarpirai Citizen Forum, Addalaichenai (Sri Lanka); Kilakku Sooriyan Women District Committee, Addalaichenai (Sri Lanka); Lucky Sports Club, Addalaichenai (Sri Lanka); NSLA, Akkaraipaththu (Sri Lanka); Vali North Resettlement Organization, Jaffna (Sri Lanka); RLO, Jaffna (Sri Lanka); DIFSO, Jaffna (Sri Lanka); NPFPU, Mannar and Jaffna (Sri Lanka); JDFCSU, Jaffna (Sri Lanka); Poonthalir Women District Committee, Jaffna (Sri Lanka); Vali North Citizen Forum, Jaffna (Sri Lanka); Vali East Citizen Forum, Jaffna (Sri Lanka); SFO, Galle and Matara (Sri Lanka); <b>Environmental Conservation Trust;</b> HRO, Poddala (Sri Lanka); Inter Religious Group, Galle (Sri Lanka); HPDP, Galle (Sri Lanka); Ginimella Fisheries Organization, Galle (Sri Lanka); SDF Rathgama, Galle (Sri Lanka); Citizen Forum Hikkaduwa, Galle (Sri Lanka); Uva Shakthi, Badulla (Sri Lanka); CWA, Passara (Sri Lanka); CCDF, Badulla (Sri Lanka); Citizen Council, Passara (Sri Lanka); UVA Redio, Badulla (Sri Lanka); UWF, Badulla (Sri Lanka); PCDF, Passara (Sri Lanka); EST, Madulsima (Sri Lanka); CDC, Betticaloa (Sri Lanka); CAMID, Betticaloa (Sri Lanka);

- Marumalarchchi Women District Organization, Betticaloa (Sri Lanka); SLNF, Betticaloa (Sri Lanka); Stand Up Movement, Negombo (Sri Lanka); NGO Consortium, Betticaloa (Sri Lanka); DIFESO, Betticaloa (Sri Lanka); Citizen Forum, Trincomalee (Sri Lanka); DIFSO, Trincomalee (Sri Lanka); WNW, Trincomalee (Sri Lanka); RDS, Sampoor (Sri Lanka); TDC, Trincomalee (Sri Lanka); Udayam District Women Organization, Udayam (Sri Lanka); Society for Resettlement, Trincomalee (Sri Lanka); DFCFU, Trincomalee (Sri Lanka); DIFSO, Mannar (Sri Lanka); MSED0, Mannar (Sri Lanka); Citizen Forum, Mannar (Sri Lanka); MCC, Mannar (Sri Lanka); Nesakaram Citizen Forum, Mannar (Sri Lanka); Valarpirai District Women Organization, Mannar (Sri Lanka); UWS, Matara (Sri Lanka); Jayantha Gamage Foundation, Matara (Sri Lanka); FFD, Matara (Sri Lanka); Pratheeba Media Collective, Matara (Sri Lanka); CCS, Matara (Sri Lanka); Savistree, Matara (Sri Lanka); YSDF, Hatton (Sri Lanka); MOD, Hatton (Sri Lanka); DIRC, Hatton (Sri Lanka); SIDPS, Hatton (Sri Lanka); ZOA, Mannar (Sri Lanka); **Suneru Foundation** (Sri Lanka); **Council of Returned Refugees** (Sri Lanka); Praja Abilasa Network, Negombo (Sri Lanka); PAAL, Colombo (Sri Lanka); Women Development Federation, Weligepola (Sri Lanka); Sramabimani Kendraya, Seeduwa (Sri Lanka); FIOH, Badulla (Sri Lanka); Lanka Farmers Forum, Colombo (Sri Lanka); Progressive Peasant Congress, Higurakgoda (Sri Lanka); CSDF, Dematagoda (Sri Lanka); PPPO, Paanama (Sri Lanka); Rural Workers Organization, Jaffna (Sri Lanka); Dabindu Organization, Katunayake (Sri Lanka); Center for Society and Religion, Maradana (Sri Lanka); Tissa Jaya Welfare Children Foundation, Weligama (Sri Lanka); Women and Media Collective, Colombo (Sri Lanka);
- JS6 **Joint submission 6 submitted by:** the Sri Lanka Malayaha Tamilar Rights Coalition, Colombo (Sri Lanka);
- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** Ceylon Association For The Mentally Retarded; Kalutara District Organisation of The Disabled; Matugama Social Service Society Mayura Rehabilitation Centre; National Forum of Visually Handicapped Women; Organisation For Rehabilitation of The Handicapped Vavuniya District (ORHAN); Parents Teachers Organisation of The Intellectual Disability In Sri Lanka; Saviya Development Foundation; Special Education Development Service Society; Special Educational Services Society Blind And Deaf School; Sri Lanka Association of Parents of Deaf Children; Sri Lanka Central Federation of The Deaf; Sri Lanka Council For The Blind; Sri Lanka Federation of The Visually Handicapped; Sri Lanka Foundation For The Rehabilitation of The Disabled; Sri Lanka National Federation of The Visually Handicapped; Sri Lanka Spinal Injuries Association; Narada Sawana (Hear) Foundation; “Our Kids” Organization For Slow Growing Minded Children; National Institute For The Care Of Paraplegics Sri Lanka; Sri Lanka Council of Visually Handicapped Graduates; Exceptional Children’s Educational Development Foundation; Navajeevana; Southern Province Deaf Association; Puthiya Pathai Disabled People’s Organization; Valvaham Special Need People’s Organization; Association For Persons With Rheumatic Diseases;
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** the Advocates for Human Rights, Minneapolis, MN (United States of America); the World Coalition Against the Death Penalty, Montreuil (France);

- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** Centre for Peace Studies, Zagreb (Croatia); Centre for Policy Alternatives, Colombo (Sri Lanka); Community Education Centre, Wellington (New Zealand); **Deshodaya (Sri Lanka)**; Disability Organizations Joint Front, Ratmalana (Sri Lanka); Diversity and Solidarity Trust, Colombo (Sri Lanka); Eastern United Women Organisation, Colombo (Sri Lanka); EQUAL GROUND, Colombo (Sri Lanka); 7Families of Disappearances, Colombo (Sri Lanka); Family Rehabilitation Centre, Colombo (Sri Lanka); Federation of Eastern Muslim Civil Organization, Colombo (Sri Lanka); Free Media Movement, Colombo (Sri Lanka); Human Development Organisation, Colombo (Sri Lanka); Human Rights First Aid Centre, Gampaha (Sri Lanka); Human Rights First Aid Centre, Hambantota (Sri Lanka); Human Rights First Aid Centre, Matara (Sri Lanka); International Center for Ethnic Studies, Janawabodaya (Sri Lanka); Mannar Women’s Development Federation, Mannar (Sri Lanka); Mother and Daughters of Lanka, Colombo (Sri Lanka); Muslim Women’s Development Trust, Puttalam (Sri Lanka); National Christian Council of Sri Lanka, Colombo (Sri Lanka); National Christian Evangelical Alliance, Colombo (Sri Lanka); National Peace Council, Colombo (Sri Lanka); Organization for Elankai Refugee Rehabilitation, Colombo (Sri Lanka); Rights Now Collective for Democracy, Colombo (Sri Lanka); Rights to Life Human Rights Center, Colombo (Sri Lanka); Rule of Law Forum, Colombo (Sri Lanka); Rural Development Foundation, Colombo (Colombo); Rural Women’s Front, Samadanam (Sri Lanka); Sarvodaya, Moratuwa (Sri Lanka); Social Development Service Foundation, Colombo (Sri Lanka); South Asian Centre for Legal Studies, Colombo (Sri Lanka); United Religious Initiative, Colombo (Sri Lanka); Uva Wellassa Women Organisation, Buttala (Sri Lanka); **Videeye Wirodaya**; War Child Holland, Amsterdam (Netherlands); Women’s Action Network, Colombo (Sri Lanka); Women’s Centre, Ja-Ela (Sri Lanka); Women’s Political Academy, Colombo (Sri Lanka); **Young Out Here**;
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Refugee Advocates Group;
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** World Evangelical Alliance, New York City, NY (United States of America); Asia Evangelical Alliance, Dehiwala (Sri Lanka);
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** Family Planning Association of Sri Lanka, Colombo (Sri Lanka); Centre for Policy Alternatives, Colombo (Sri Lanka); the Grassrooted Trust, Mount Lavinia (Sri Lanka); EQUAL GROUND, Colombo (Sri Lanka); Women and Media Collective, Colombo (Sri Lanka); Youth Advocacy Network Sri Lanka, Colombo (Sri Lanka); Shanthi Maargam, Colombo (Sri Lanka); Hashtag Generation, Colombo (Sri Lanka);
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** World Alliance for Citizen Participation, Geneva (Switzerland); INFORM: Human Rights Documentation Centre, Colombo (Sri Lanka);
- JS14 **Joint submission 14 submitted by:** Adayaalam Centre for Policy Research, Jaffna (Sri Lanka); Centre for Human Rights and Development, Colombo (Sri Lanka); Centre for Promotion and Protection of Human Rights, Trincomalee (Sri Lanka); Jaffna Press Club, Jaffna (Sri Lanka); Maatram Foundation, Vavuniya (Sri Lanka); Mannar Citizens’ Committee, Mannar (Sri Lanka); Tamil Civil Society Forum, Jaffna (Sri Lanka); Tamil Lawyers’ Forum, Vavuniya (Sri Lanka);

- JS15 **Joint submission 15 submitted by:** North East Coordinating Committee; Alternative Generation for Social Justice and Rights, Jaffna (Sri Lanka); Ampara District Women's Network, Ampara (Sri Lanka); Center for Human Rights and Development, Colombo (Sri Lanka); Centre for Humanitarian and Integrated Development, Colombo (Sri Lanka); Center for People's Dignity and Rights, Kilinochchi (Sri Lanka); Center for Promotion and Protection of Human Rights, Trincomalee (Sri Lanka); Trincomalee District Youth Development AHAM, Trincomalee (Sri Lanka); Trincomalee District Women's Network, Trincomalee (Sri Lanka); Law and Human Rights Education Institute, Jaffna (Sri Lanka); Center for Peace and Justice, Jaffna (Sri Lanka); Forum for War Affected People, Mannar (Sri Lanka); Mannar Social And Economic Development Organisation, Mannar (Sri Lanka); Batticaloa District Women's Network, Batticaloa (Sri Lanka);
- JS16 **Joint submission 16 submitted by: Religious and Priests for Human Rights** (Sri Lanka); Alliance for Justice, Washington, DC (United States of America); Human Rights Office Kandy, Kandy (Sri Lanka); National Christian Evangelical Alliance of Sri Lanka, Dehiwela (Sri Lanka); Franciscans International, Geneva (Switzerland); Dominicans for Justice and Peace, Geneva (Switzerland); Congregation of Lady of Charity of the Good Shepherd, St. Louis, MO (United States of America); the World Evangelical Alliance, New York City, NY (United States of America); Marist International Solidarity Foundation, Rome (Italy);
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** The People's Movement against the Port City (Sri Lanka); Dominicans for Justice and Peace, Geneva (Switzerland); Franciscans International, Geneva (Switzerland);
- JS18 **Joint submission 18 submitted by:** Association Bharathi Centre Culturel Franco Tamoule, Maurepas (France); Association des Etudiants Tamoule de France, Paris (France); Association Tourner La Page, Maurepas (France); Association LE PONT, Maurepas (France); Association Tamil Uzhagam, Maurepas (France); **Society for Development and Community Empowerment;** Association Burkinabe pour la Survie de l'Enfance, Ougadougou (Burkina Faso); Solidarite Internationale pour l'Afrique, Bamako (Mali); **Society for Development and Community Empowerment;** Association Mauritanienne Pour la Promotion du Droit, Nouakchott (Mauritania); Association Pour les Victimes du Monde, Yaounde (Cameroon); Kenya Community Development Group, Nairobi (Kenya); Association Congolaise pour le Developpement Agricole, Brazzaville (Congo); Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, Maurepas (France); Association ABC TAMIL OLI, Seine-Sain-Denis (France); L'Association Culturelle des Tamouls en France, Paris (France); **Association pour le Droit de l'Homme et le Developpement Durable;** Association Internationale Des Droits de l'Homme de Bourgogne, Dijon (France); Association Jeunesse Etudiante Tamoule, Aulnay-sous-Bois (France); Swiss Council Eelam Tamils, Geneva (Switzerland); L'Association Mondiale des Droits de l'Homme, Geneva (Switzerland); Association International des Droits de l'Homme, Paris (France);
- JS19 **Joint submission 19 submitted by:** Association des Etudiants Tamoule de France, Paris (France); Association Bharathi Centre Culturel Franco Tamoule, Maurepas (France); Association Tourner La Page, Maurepas (France); Association LE PONT, Maurepas (France); Association Tamil Uzhagam, Maurepas (France); **Society for Development and**



- Community Empowerment;** Association Burkinabe pour la Survie de l'Enfance, Ougadougou (Burkino Faso); Solidarite Internationale pour l'Afrique, Bamako (Mali); **Society for Development and Community Empowerment;** Association Mauritanienne Pour la Promotion du Droit, Nouakchott (Mauritania); Association Pour les Victimes du Monde, Yaounde (Cameroon); Kenya Community Development Group, Nairobi (Kenya); Association Congolaise pour le Developpement Agricole, Brazzaville (Congo); Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, Maurepas (France); Association ABC TAMIL OLI, Seine-Sain-Denis (France); L'Association Culturelle des Tamouls en France, Paris (France); **Association pour le Droit de l'Homme et le Developpement Durable;** Association Internationale Des Droits de l'Homme de Bourgogne, Dijon (France); Association Jeunesse Etudiante Tamoule, Aulnay-sous-Bois (France); Swiss Council Eelam Tamils, Geneva (Switzerland); L'Association Mondiale des Droits de l'Homme, Geneva (Switzerland); Association International des Droits de l'Homme, Paris (France);
- JS20 **Joint submission 20 submitted by:** Association Tourner La Page, Maurepas (France); Association des Etudiants Tamoule de France, Paris (France); Association Bharathi Centre Culturel Franco Tamoule, Maurepas (France); Association LE PONT, Maurepas (France); Association Tamil Uzhagam, Maurepas (France); **Society for Development and Community Empowerment;** Association Burkinabe pour la Survie de l'Enfance, Ougadougou (Burkino Faso); Solidarite Internationale pour l'Afrique, Bamako (Mali); **Society for Development and Community Empowerment;** Association Mauritanienne Pour la Promotion du Droit, Nouakchott (Mauritania); Association Pour les Victimes du Monde, Yaounde (Cameroon); Kenya Community Development Group, Nairobi (Kenya); Association Congolaise pour le Developpement Agricole, Brazzaville (Congo); Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, Maurepas (France); Association ABC TAMIL OLI, Seine-Sain-Denis (France); L'Association Culturelle des Tamouls en France, Paris (France); **Association pour le Droit de l'Homme et le Developpement Durable;** Association Internationale Des Droits de l'Homme de Bourgogne, Dijon (France); Association Jeunesse Etudiante Tamoule, Aulnay-sous-Bois (France); Swiss Council Eelam Tamils, Geneva (Switzerland); L'Association Mondiale des Droits de l'Homme, Geneva (Switzerland); Association International des Droits de l'Homme, Paris (France);
- JS21 **Joint submission 21 submitted by:** Association Tamil Uzhagam, Maurepas (France); Association Tourner La Page, Maurepas (France); Association des Etudiants Tamoule de France, Paris (France); Association Bharathi Centre Culturel Franco Tamoule, Maurepas (France); Association LE PONT, Maurepas (France); **Society for Development and Community Empowerment;** Association Burkinabe pour la Survie de l'Enfance, Ougadougou (Burkino Faso); Solidarite Internationale pour l'Afrique, Bamako (Mali); **Society for Development and Community Empowerment;** Association Mauritanienne Pour la Promotion du Droit, Nouakchott (Mauritania); Association Pour les Victimes du Monde, Yaounde (Cameroon); Kenya Community Development Group, Nairobi (Kenya); Association Congolaise pour le Developpement Agricole, Brazzaville (Congo); Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, Maurepas (France); Association ABC TAMIL OLI, Seine-Sain-Denis (France);

JS22

L'Association Culturelle des Tamouls en France, Paris (France); **Association pour le Droit de l'Homme et le Développement Durable**; Association Internationale Des Droits de l'Homme de Bourgogne, Dijon (France); Association Jeunesse Etudiante Tamoule, Aulnay-sous-Bois (France); Swiss Council Eelam Tamils, Geneva (Switzerland); L'Association Mondiale des Droits de l'Homme, Geneva (Switzerland); Association International des Droits de l'Homme, Paris (France);

**Joint submission 22 submitted by:** Association LE PONT, Maurepas (France); Association Tamil Uzhagam, Maurepas (France); Association Tourner La Page, Maurepas (France); Association des Etudiants Tamoule de France, Paris (France); Association Bharathi Centre Culturel Franco Tamoule, Maurepas (France); **Society for Development and Community Empowerment**; Association Burkinabe pour la Survie de l'Enfance, Ougadougou (Burkina Faso); Solidarite Internationale pour l'Afrique, Bamako (Mali); **Society for Development and Community Empowerment**; Association Mauritanienne Pour la Promotion du Droit, Nouakchott (Mauritania); Association Pour les Victimes du Monde, Yaounde (Cameroon); Kenya Community Development Group, Nairobi (Kenya); Association Congolaise pour le Developpement Agricole, Brazzaville (Congo); Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, Maurepas (France); Association ABC TAMIL OLI, Seine-Sain-Denis (France); L'Association Culturelle des Tamouls en France, Paris (France); **Association pour le Droit de l'Homme et le Développement Durable**; Association Internationale Des Droits de l'Homme de Bourgogne, Dijon (France); Association Jeunesse Etudiante Tamoule, Aulnay-sous-Bois (France); Swiss Council Eelam Tamils, Geneva (Switzerland); L'Association Mondiale des Droits de l'Homme, Geneva (Switzerland); Association International des Droits de l'Homme, Paris (France).

*National human rights institution(s):*

HRC-SL

Human Rights Commission of Sri Lanka, Colombo (Sri Lanka).

- <sup>4</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.1; 127.2; 127.3; 127.4; 127.43; 127.44; 127.47; 127.51; 127.60; 128.1; 128.2; 128.3; 128.4; 128.5; 128.6; 128.7; 128.8; 128.9; 128.10; 128.11; 128.12; 128.13; 128.14; 128.15; 128.16; 128.17; 128.18; 128.3; 128.43; 128.44; 128.45; 128.46; 128.47; 128.48; 128.49; 128.50; 128.51; 128.52; 128.71; and 128.82.
- <sup>5</sup> JS19, p.10. See also JS20, p. 6, para. v., w., and x; and JS21, p.5, para. dd., see, and ff.
- <sup>6</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.5; 127.6; 127.7; 127.8; 127.9; 127.10; 127.11; 127.12; 127.13; 127.14; 127.15; 127.16; 127.17; 127.18; 127.19; 127.20; 127.21; 127.22; 127.23; 127.24; 127.25; 127.26; 127.27; 127.28; 127.29; 127.31; 127.30; 127.32; 127.33; 127.34; 127.35; 127.36; 127.37; 127.38; 127.39; 127.40; 127.41; 127.42; 127.45; 127.46; 127.53; 127.54; 127.80; 127.81; 127.83; 127.84; 127.86; 127.87; 127.91; 128.26; 128.32; 128.35; 128.41; 128.56; 128.58; and 128.83.
- <sup>7</sup> JS9, para. 3.
- <sup>8</sup> JS20, p. 6, para. K.
- <sup>9</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.55; 127.56; 127.67; and 128.53.
- <sup>10</sup> JS9, para. 21.
- <sup>11</sup> JS12, para. 1.
- <sup>12</sup> JS12, para. 7. See also JS3, para. 5.6. and JS9, para. 25.
- <sup>13</sup> JS3, para. 5.21. See also JS5, paras. 5.1. and 5.3.
- <sup>14</sup> HRW, p. 3.
- <sup>15</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.100; 127.101; 127.102; 127.105; 127.106; 127.107; 127.108; and 127.109.
- <sup>16</sup> JS17, para. 20.
- <sup>17</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, para. 127.110.
- <sup>18</sup> JS15, Chapter 3, p. 3.

- <sup>19</sup> JS15, Chapter 4, p. 4.
- <sup>20</sup> CTC, para. 30.
- <sup>21</sup> ICJ, para. 22. See also WAN, para. 22.
- <sup>22</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.74; 128.19; 128.20; 128.21; 128.22; 128.23; 128.59; 128.60; 128.61; 128.62; 128.63; 128.64; 128.65; 128.66; 128.67; 128.68; 128.69; 128.73; 128.76; and 128.94.
- <sup>23</sup> HRC-SL, Chapter 2 (c), para. 12.
- <sup>24</sup> JS8, para. 15.
- <sup>25</sup> JS9, para. 11.
- <sup>26</sup> HRW, p. 2.
- <sup>27</sup> FfT, para. 5. See also ICJ, para. 16., and JS5, para. 2.6.
- <sup>28</sup> STPI, para. 1.
- <sup>29</sup> HRC-SL, Chapter 1 (b), para. 1.
- <sup>30</sup> HRC-SL, Chapter 2 (c), para. 14.
- <sup>31</sup> TCHR, p. 3.
- <sup>32</sup> CWVHR, p. 5.
- <sup>33</sup> JS9, para. 13.
- <sup>34</sup> JS16, para. 38.
- <sup>35</sup> JS5, para. 2.10.
- <sup>36</sup> TCHR, p. 2.
- <sup>37</sup> JS5, para. 2.11.
- <sup>38</sup> CTC, para. 10.
- <sup>39</sup> HRC-SL, Chapter 2 (h), para. 32.
- <sup>40</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.48; 127.52; 127.59; 127.75; 127.76; 127.78; 127.77; 127.79; 127.85; 127.103; 128.25; 128.29; 128.30; 128.31; 128.33; 128.34; 128.36; 128.37; 128.38; 128.40; 128.42; 128.54; 128.57; 128.70; 128.72; 128.74; 128.77; 128.78; 128.79; 128.80; 128.81; 128.82; 128.84; 128.85; 128.86; 128.88; 128.89; and 128.90.
- <sup>41</sup> TAG, para. 7.
- <sup>42</sup> JS9, para. 5.
- <sup>43</sup> TAG, para. 10.
- <sup>44</sup> CWVHR, p. 7. See also JS15, p. 10.
- <sup>45</sup> JS19, p. 6.
- <sup>46</sup> JS13, para. 4.5.
- <sup>47</sup> JS9, para. 19.
- <sup>48</sup> FLD, para. 2 (b). See also TCHR, p. 3.
- <sup>49</sup> SLB, para. 8.
- <sup>50</sup> ACF, para. 3.
- <sup>51</sup> ACF, para. 18.
- <sup>52</sup> JS9, para. 32.
- <sup>53</sup> CWVHR, p. 2. See also TCHR, p. 3, JS9, para. 10.
- <sup>54</sup> JS9, para. 10.
- <sup>55</sup> Tourner La Page, p. 3.
- <sup>56</sup> Tourner La Page, p. 3.
- <sup>57</sup> ICJ, para. 9.
- <sup>58</sup> JS9, paras. 33-34.
- <sup>59</sup> TGTE, p. 2, Chapter 1.
- <sup>60</sup> TAG, para. 12.
- <sup>61</sup> JUBILEE, p.5. See also TGTE, p.4.
- <sup>62</sup> JS16, para. 13.
- <sup>63</sup> ITJP, p. 6, para 1.
- <sup>64</sup> JS18, p.8.
- <sup>65</sup> JS19, p. 9, rec.#3.
- <sup>66</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.57; 128.27; 128.85; 128.87; and 128.91.
- <sup>67</sup> ADF International, para. 2.
- <sup>68</sup> ADF International, para. 13.
- <sup>69</sup> STPI, para. 1.
- <sup>70</sup> JS11, p. 1.
- <sup>71</sup> JS9, para. 20.

- <sup>72</sup> JS5, para. 2.14. See also JS15, p.10.
- <sup>73</sup> TCHR, p. 1.
- <sup>74</sup> EAJCW, p. 1, Executive summary.
- <sup>75</sup> CSW, para. 6.
- <sup>76</sup> JS9, para. 19.
- <sup>77</sup> JS14, para. 42.
- <sup>78</sup> JS9, para. 16.
- <sup>79</sup> JS13, para. 5.1.
- <sup>80</sup> FLD, para. 2 (a).
- <sup>81</sup> FLD, para. 2 (c).
- <sup>82</sup> JS13, para. 2.5.
- <sup>83</sup> For relevant recommendations: N/A.
- <sup>84</sup> JS12, paras. 33 and 35.
- <sup>85</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, para.128.24.
- <sup>86</sup> JS3, para. 5.1. See also JS4, para. 3.
- <sup>87</sup> For relevant recommendations: N/A.
- <sup>88</sup> JS5, para. 5.9.
- <sup>89</sup> JS6, para. 12.
- <sup>90</sup> JS12, para. 29.
- <sup>91</sup> JS10, para. 17.
- <sup>92</sup> JS17, para. 29.
- <sup>93</sup> JS17, para. 27.
- <sup>94</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.58; 127.88; and 127.104.
- <sup>95</sup> JS5, para. 5.7.
- <sup>96</sup> JS6, para. 9.
- <sup>97</sup> JS9, para. 42.
- <sup>98</sup> Bharathi CCFT, p. 5.
- <sup>99</sup> For relevant recommendations: N/A.
- <sup>100</sup> JS5, para. 5.3.
- <sup>101</sup> Bharathi CCFT, p. 6.
- <sup>102</sup> JS12, para. 20.
- <sup>103</sup> JS12, para. 22.
- <sup>104</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, para. 127.89.
- <sup>105</sup> Tourner La Page, p. 5, para. M.
- <sup>106</sup> JS11, para. 30.
- <sup>107</sup> JS6, para. 16.
- <sup>108</sup> JS7, Chapter 3, 3.2, 3.1.1, p. 8.
- <sup>109</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.61; 127.62; 127.63; 127.64; 127.65; 127.66; 127.68; 127.69; 128.28; and 128.55.
- <sup>110</sup> JS16, para. 6.
- <sup>111</sup> JS7, Chapter 4, 4.2, p. 12.
- <sup>112</sup> JS22, p. 1.
- <sup>113</sup> JS22, p. 3.
- <sup>114</sup> JS5, para. 4.5.
- <sup>115</sup> TCHR, p. 3.
- <sup>116</sup> JS15, p.6. See also CWVHR, p. 6.
- <sup>117</sup> JS5, para. 4.3.
- <sup>118</sup> JS1, para. 3.
- <sup>119</sup> JS1, para. 5.
- <sup>120</sup> PEARL, para. 51.
- <sup>121</sup> Bharathi CCFT, p. 6.
- <sup>122</sup> For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.49; 127.50; 127.70; 127.71; 127.72; and 127.73.
- <sup>123</sup> JS2, para. 15.
- <sup>124</sup> JS1, para. 31.
- <sup>125</sup> GIEACPC, p. 1.
- <sup>126</sup> JS9, para. 29.
- <sup>127</sup> JS16, para. 14.

- 128 JS2, para. 17.
- 129 For relevant recommendations see A/HRC/22/16, para.127.90.
- 130 JS9, para. 27.
- 131 JS7, p. 3.
- 132 JS7, Chapter 2, 2.2, p. 5.
- 133 JS7, Chapter 3, 3.4, 3.4.1, p. 9.
- 134 JS5, Charter 5, para. 5.5.
- 135 JS7, Chapter 3, 3.1., 3.1.1, p. 7.
- 136 For relevant recommendations: N/A.
- 137 LE PONT, p. 3.
- 138 JS20, p. 2.
- 139 JS5, para. 5.16.
- 140 JS9, para. 44.
- 141 JS16, para. 18.
- 142 JS16, para. 32.
- 143 JS5, Charter 5, para 5.8.
- 144 JS6, p. 1.
- 145 For relevant recommendations see A/HRC/22/16, paras. 127.92; 127.93; 127.94; 127.95; 127.96; 127.97; 127.98; 127.99; and 128.93.
- 146 HRW, p. 3.
- 147 JS5, Charter 6, para. 6.2.
- 148 JS10, para. 6.
- 149 JS10, para. 19.
- 150 JUBILEE, page 2.
- 151 JS9, para. 40.
- 152 JS10, para. 30.
- 153 JS9, para. 37.
- 154 JS9, para. 38.
- 155 PEARL, para. 1.
- 156 Tamil Uzhagam, p. 1.
- 157 Tamil Uzhagam, p. 3.
- 158 TGTE, page 5, Chapter 7.
- 159 Bharathi CCFT, p. 5.
- 160 JS14, para. 17.
- 161 JS15, Chapter 10, p. 8.
- 162 LE PONT, p. 4.
- 163 STPI, para. 27.
- 164 STPI, para. 10.
- 165 STPI, para. 9.
- 166 For relevant recommendations: N/A.
- 167 Tourner La Page, p. 5, para. u.
- 168 Tamil Uzhagam, p. 1.
- 169 JS1, para. 33.
- 170 JS15, Chapter 7, p. 6.